

La Suédoise se met à table avec un menu déjà bien concret

• Les 4 partis de la probable majorité fédérale ont entamé ce lundi la négociation.

• Des économies en Sécu et une réforme de la TVA sont avancées par Michel et Peeters.

• Plus à droite, la N-VA et l'Open VLD jugeraient déjà l'effort en dépenses insuffisant.

Des normes d'économies pour assurer le retour à l'équilibre

Et hop. C'est parti. Les quatre futurs partis de la probable majorité fédérale – Open VLD, MR, CD&V et N-VA – ont tenu leur première réunion plénière depuis près d'un mois. Trois membres par formation politique sous la houlette des deux coformateurs, Kris Peeters (CD&V) et Charles Michel (MR).

C'est avec le budget de l'Etat qu'ils ont ouvert la danse. Pour le symbole. On sait que ce sera le dossier le plus épineux. Le plus douloureux. Celui qui forcera les négociateurs à renoncer à la plupart des promesses qu'ils avaient formulées durant la campagne électorale. Pour revenir à l'équilibre, il faudra trouver 17,3 milliards d'euros. *"Ce ne sera pas une promenade dans le parc"*, a lâché Kris Peeters ce lundi à l'ouverture de la séance.

La question de l'étalement

Comment vont-ils faire pour atteindre le point d'équilibre? C'est LA question. Dont la réponse dépend en partie du moment où il devra être atteint. La Belgique s'est engagée vis-à-vis de la Commission européenne à rétablir l'équilibre budgétaire en 2016. L'idée de retarder un peu l'échéance d'un an ou deux a germé. Durant la campagne, la N-VA avait d'ailleurs proposé un léger ralentissement du rythme de l'assainissement. En disant que l'Europe pourrait accepter un tel étalement si des mesures d'économie structurelles – visant par exemple un allon-

gement des carrières – sont décidées. Or c'est bien l'intention des quatre partis.

Les 17 milliards, il faudra cependant bien les trouver quelque part. Chacun des partis a des pistes. Il faut les faire correspondre. Ce qui ne sera pas simple. Les quatre partenaires de la "suédoise" privilégieront la réduction des dépenses à la programmation de nouvelles taxes. Mais cette option a des limites politiques. Le CD&V aura à cœur de ménager la susceptibilité des organisations qui lui sont proches, singulièrement les syndicats et les mutualités chrétiennes. On échappera difficilement à de nouveaux prélèvements fiscaux, comme des hausses de TVA, d'accises ou de taxes environnementales.

Les sociaux-chrétiens flamands ne pourront cependant pas empêcher les coupes claires dans les budgets sociaux. Des normes d'économie vont être instaurées dans différents départements: norme de remplacement limité du personnel dans la fonction publique, norme réduite de croissance des dépenses en soins de santé, réduction des frais de fonctionnement des mutuelles, etc.

L'effort pourrait même être plus important si les quatre partenaires prennent des mesures pour améliorer la compétitivité des entreprises comme ils l'avaient promis en cœur durant la campagne. Voilà qui promet des négociations houleuses.

"Ce ne sera pas une promenade dans le parc."

KRIS PEETERS
Coformateur CD&V.

V.R.

Épingle

Un calendrier, une méthode

Au sortir de la première réunion plénière depuis le 25 juin, les deux coformateurs – Kris Peeters (CD&V) et Charles Michel (MR) – ont rencontré brièvement la presse. Laquelle n'a pas été épargnée des poncifs d'usage (du genre "l'ambiance est bonne et sereine"). Les deux hommes ont toutefois assuré qu'ils feront preuve de transparence.

Les deux coformateurs mettent la dernière main à un document d'une centaine de pages réparti en 12 chapitres. Ce document servira d'ossature à la négociation. Kris Peeters et Charles Michel présenteront ce mardi oralement – pour éviter les fuites – le contenu de leur note aux différents

négociateurs.

La prochaine réunion plénière aura lieu jeudi. Les négociateurs des quatre partis travailleront encore le lendemain et une partie du week-end. D'ici là, des techniciens tenteront de définir des normes d'économie (*lire ci-contre*). Le rythme restera soutenu par la suite. L'idée est d'arriver à un accord global pour le début octobre voire, dans le scénario le plus optimiste, pour la mi-septembre.

Le partage des portefeuilles ministériels ne sera finalisé qu'au terme de la négociation. Mais les partis de la "suédoise" devront quand même se mettre d'accord sur le nom du futur commissaire européen belge avant le 30 août, date du prochain sommet européen. La décision ne devrait pas tomber cette semaine. Elle devra donc être prise la semaine prochaine. **V.R.**

TVA, pensions, Sécu, des pistes sont sur la table

Le premier round de négociations pour "l'éventuelle coalition suédoise" qui devrait prendre le destin du pays en main d'ici, si possible, la rentrée parlementaire d'octobre vient donc de démarrer. Autour des deux coformateurs Charles Michel (MR) et Kris Peeters (CD&V), on retrouve les poids lourds de la N-VA, du CD&V, de l'Open VLD et du MR, soit les quatre partis appelés à former cette majorité inédite en Belgique et à faire basculer l'action du gouvernement vers une politique plus à droite. Et cela dans un contexte budgétaire particulièrement difficile (*lire ci-contre*). Dans une note commune d'une centaine de pages, les deux hommes se sont donc entendus sur un grand principe: le fer devra être porté à 70% dans les dépenses et à 30% dans les recettes nouvelles. A quoi faut-il s'attendre? Voici quelques-unes des options qui circulent dans l'entourage des négociations:

1 La TVA. Certains négociateurs étaient tentés de relever le taux de TVA. Du moins pour ce qui concerne son taux le plus élevé (21%). Ce type de mesure n'est pas forcément apprécié des acteurs économiques et d'aucuns s'inquiètent déjà d'une potentielle répercussion d'une hausse de la TVA sur l'indexation des salaires. De cette inquiétude naitrait l'idée d'un éventuel saut d'index. La note des coformateurs préconiserait plutôt "une harmonisation" de la TVA, sans toucher aux trois taux actuels de 6, 12 et 21%. Cette harmonisation opérée en fonction des secteurs concernés rapporterait quelque 650 millions d'euros à l'Etat;

2 Les pensions. Le financement des pensions est, on le sait, un problème majeur auquel le pays doit faire face. Le futur gouvernement "suédois" devrait

théoriquement mettre la barre à droite dans ce domaine également. Est par exemple évoqué, le recul de l'âge légal donnant accès aux régimes de prépension et de départ anticipé à la pension. Il passerait de 55 à 60 ans en cas de restructuration et à 62 ans situation normale. Des efforts devront être fournis afin de rapprocher l'âge moyen de départ effectif à la pension de l'âge légal de départ à la retraite, toujours fixé à 65 ans en Belgique. Enfin, relevons que pour des raisons budgétaires, le mode calcul des pensions des fonctionnaires pourrait être à nouveau modifié. Les montants alloués seraient fixés en fonction des vingt dernières années de carrière et non plus des dix dernières comme c'est le cas actuellement;

3 La vente des bijoux de famille. Vendre les participations de l'Etat dans de grandes entreprises telles que Belgacom ou bpost, voilà évidemment une mesure de nature à plaire à droite. Belgacom serait particulièrement visé. De telles ventes ne seraient toutefois actuellement pas à l'ordre du jour mais pourraient revenir dans le débat si des mesures one-shot s'avéraient nécessaires;

4 Sécurité sociale. Plusieurs mesures d'économie sont envisagées. Ainsi, le taux de croissance du budget des soins de santé, déjà réduit à de 4,5 à 2,5% sous Di Rupo, passerait à 1,5%. Au rayon "Emploi", il est question de supprimer une période de

chômage, ce qui revient à augmenter la dégressivité des allocations;

5 Fiscalité. Pour l'instant, on peine à percevoir les contours d'une grande réforme fiscale mais une série de mesures circulent néanmoins. On parle ainsi de la suppression de l'exonération de précompte pour les premiers 1 880 euros des comptes épargne. Cette exonération serait remplacée par une déduction fiscale que le contribuable devrait réclamer dans sa déclaration. Une opération one-shot pour l'Etat et une façon de viser les épargnants ouvrant plusieurs comptes afin d'échapper au précompte. La taxation des intercommunales (visant principalement Tecteo en Wallonie) est dans l'air tout comme une suppression de la déductibilité des primes syndicales ou encore la fiscalisation des revenus de remplacements versés par les syndicats en cas de grève;

6 Administration. Une réforme importante est proposée autour de six grands pôles: gestion interne de l'Etat; soutien à l'économie et aux entreprises; relations internationales; sécurité sociale santé et environnement; intérieur et protection du citoyen et enfin Justice et droit.

Des économies sont également prévues au niveau de la coopération au développement mais pour l'instant, les efforts en dépenses avancés par Charles Michel et Kris Peeters semblent insuffisants aux yeux de la N-VA et de l'Open VLD, les deux partis les plus à droite de l'attelage "suédois". Certains raillent déjà le MR perçu comme "un parti de gauche".

Mathieu Colley